



Société & Solidarités

ÉDUCATION

Touche pas à ma ZEP! fait sa rentrée dans la rue

Le collectif des lycées en zone d'éducation prioritaire manifestait hier pour plus des moyens. Sans réponse, l'année sera chaude, promet-il.

Les promesses d'un gouvernement engageant-elles ses successeurs? Le principe de continuité inhérent aux services publics s'applique-t-il aux choix des décideurs, malgré la succession de majorités différentes? À ces questions, les enseignants issus de l'éducation prioritaire répondent oui. Pas l'avis du nouveau ministre de l'Éducation nationale...

Le collectif Touche pas à ma ZEP! a rassemblé hier plus d'une centaine de personnes (enseignants, personnels, élèves) devant le rectorat de Créteil, afin de demander la mise en place d'un dispositif d'éducation prioritaire pour leurs lycées. À la suite d'une longue et forte mobilisation, Touche pas à ma ZEP! avait obtenu l'an dernier de Najat Vallaud-Belkacem la promesse que les lycées seraient

réintégrés dans les dispositifs d'éducation prioritaire, qui ne concernaient que les établissements jusqu'au niveau collège. Or son successeur, Jean-Michel Blanquer, n'entend pas respecter cet engagement. D'où une rentrée difficile dans de nombreux établissements. Professeur d'histoire-géographie au lycée Maurice-Utrillo de Stains et membre du collectif, Raphaël Brémonty en témoigne : « Dans mon établissement, c'est un problème de manque d'agents techniques à la cantine et de surveillants ; au lycée de la Plaine, à Saint-Denis, c'est un manque de matériel... Ce sont des problèmes différents mais conver-

« La promesse de sanctuarisation dans l'éducation nationale est un mensonge. »

gents : s'il y avait eu un label éducation prioritaire qui garantissait des moyens, la rentrée se serait mieux passée. » L'enseignant note même une aggravation des problèmes, pointant notamment le recul du nombre d'emplois aidés : « La promesse de sanctuarisation dans l'éducation nationale est un mensonge, estime-t-il, parce que, si ce n'est pas le ministère qui les enlève, c'est depuis plusieurs années la région qui baisse leur nombre. »

Pour obtenir les moyens dont ils ont besoin afin d'assurer leur mission d'éducation, les enseignants du col-

lectif sont prêts à jouer le rapport de forces face à la Rue de Grenelle, comme ils l'avaient déjà fait l'année passée. Depuis la rentrée, plusieurs établissements ont déjà connu des grèves, parfois re-

conductibles. « Plus on avance dans le mouvement, plus on constate que de nombreux établissements sont concernés, et que de plus en plus se mettent en grève, qu'il y a un soutien accru des parents d'élèves. Bref, le mouvement se renforce », constate Raphaël Brémonty.

Une nouvelle manifestation doit conduire aujourd'hui le collectif Touche pas à ma ZEP! et ses soutiens de la rue Saint-Guillaume à Paris (devant Sciences-Po) au ministère de l'Éducation nationale, où une demande d'audience a été faite. Les précédentes étaient restées sans réponse... ●

ADRIEN ROUCHALEOU



Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

**Jeudi 19 janvier 2017 à paris, près de la Sorbonne, manifestation
du mouvement Touche pas à ma ZEP !.** Ayoub Benkarroum